Mme Holt: Je vous prie de m'excuser, madame l'Orateur. Je n'ai pas eu trente ans pour m'habituer au Règlement.

Certains voudraient faire croire à la population canadienne que nos problèmes économiques sont le fait du seul gouvernement. Ils rendent un bien mauvais service aux Canadiens, qui s'inquiètent déjà assez. C'est mesquin et cruel que de pratiquer ce jeu qui augmente les craintes et déprime plus que la récession en cours.

L'opposition est si obnubilée par son remède miracle du contrôle des salaires et des prix, dont les Canadiens n'ont pas voulu l'automne dernier, qu'elle n'a pas su présenter une analyse sérieuse. Son chef aurait pourtant dû avoir le sérieux et la maturité sociale qu'il faut pour se livrer à une analyse sensée au lieu de se contenter de critiquer. Mais il est beaucoup plus facile de détruire que de construire.

Une voix: Et voilà ce que vous avez fait. Voilà pourquoi il n'y a pas de consensus. Vous vous souvenez?

Mme Holt: L'attaque la plus cruelle peut-être a été dirigée contre l'assurance frais médicaux, pour remporter un facile avantage politique. L'opposition a donc réussi à inquiéter sans raison les malades et les vieillards, en leur faisant craindre de ne pas pouvoir se faire soigner alors qu'ils en ont besoin. C'est un jeu qui soulève le cœur. Chercher à effrayer les pauvres, les vieillards et les infirmes, à des fins politiques?

Une voix: Vous êtes incroyable.

Mme Holt: Ils savaient sûrement, dès 1973, que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) avait établi ce qu'il appelait une caisse spéciale de restructuration de 604 millions de dollars, en vue d'inciter les provinces à découvrir des solutions plus économiques aux frais médicaux et hospitaliers excessifs. Les hôpitaux et les médecins sont responsables de l'escalade des frais dans une proportion de 75 p. 100. Bien sûr, si le gouvernement prodigue son argent, on le dépensera sans compter à tort et à travers. L'argent ne coûte guère aux provinces. Les médecins eux-mêmes, qui se préoccupaient du problème, souhaitaient d'autres solutions, mais leur association ne pense qu'à faire de l'argent et à empêcher la mise au point de ces solutions.

Je me réjouis de la réduction des dépenses gouvernementales et de la force de caractère qu'elle manifeste. Il est plutôt amusant d'entendre les conservateurs et socialistes affirmer qu'une réduction d'un milliard est peu.

Une voix: Le ministre n'a fait aucune réduction. Lisez le budget.

Mme Holt: Pour ma part, j'aimerais voir d'autres réductions, et j'en parlerai plus tard. J'espère que, dans certaines régions, on trouvera moyen de fournir des suppléments à ceux qui ont besoin d'aide pour payer le prix majoré de l'huile de chauffe, et peut-être des rajustements pour le très petit nombre dans les régions isolées où les gens ne peuvent voyager en commun ni avoir recours au transport public pour éviter d'avoir à se servir de voiture pour se rendre au travail. Mais la plupart se sont protégés par des augmentations de salaires qui couvrent cette majoration de 10¢. Il est évident que cette hausse de 10¢ du prix de l'essence sera un petit sacrifice comparé à la possibilité de vivre dans le noir et le froid, sans essence pour les autos ni mazout pour les maisons, dans les années 80, parce que nous aurons été si prodigues de nos ressources aujourd'hui. Nous avons utilisé nos ressources non renouvelables en nous fichant de la prochaine génération. Nous avons mené une vie de pacha pendant trop longtemps, une vie fastueuse et nonchalante, en parfaits égoïstes, sans penser le moins du monde à ceux qui viendront après nous.

Le budget—M^{me} Holt

Une voix: Dix cents ne feront pas de différence.

Mme Holt: Les affaires du monde nous touchent tous qui y vivons et qui avons foi dans la société industrialisée. De toute évidence, depuis que le pétrole et les produits pétroliers fournissent l'énergie qui fait marcher les industries partout dans le monde, le fait de quadrupler les prix fera monter les coûts de production en flèche, ce qui touchera tous les foyers qui dépendent pour vivre de la production industrielle. Cela signifie que les Canadiens y sont intéressés à l'instar des Américains, des Anglais, des Japonais et de tous les autres. En tant que Canadiens, nous avons cru que nous serions toujours riches, que nous travaillerions toujours et que nous pourrions toujours gagner de l'argent.

Nous de l'Occident croyions que le progrès humain et la croissance matérielle n'arrêteraient jamais. Cet espoir s'est effondré autour de nous quand la richesse mondiale a connu un revirement et que les pays industriels de l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon ont commencé à dépendre des pays du Moyen-Orient, riches en pétrole. En 1974, les vieilles puissances, les vieilles alliances et les vieux alliés ont périclité, et nous en avons vu poindre de nouveaux. Le transfert de richesse le plus important et le plus rapide de toute l'histoire s'est produit en 1974. Les pays de l'OPEP ont tiré 112 milliards de dollars du reste du monde. Ils ne pouvaient pas tout dépenser, et ils ont accumulé des surplus de paiements de 60 milliards de dollars. La structure fragile du système financier international a cédé sous la pression, et les députés d'en face veulent que le Canada s'en tire sans que nous nous en ressentions.

En 1974, l'Arabie saoudite à elle seule a gagné 28.9 milliards de dollars en vendant près d'un cinquième de tout le pétrole consommé par des pays non communistes. Tout le monde sait que ce pays, qui contrôlent et possèdent pour ainsi dire moins d'une douzaine de princes, a enregistré un excédent de 60 milliards de dollars en 1974. Selon l'*Economist* de Londres, ces princes gagnent 164 millions de dollars de plus par jour et 6.8 millions de dollars par heure qu'ils n'en dépensent à l'heure actuelle.

Et toujours selon l'*Economist*, en continuant à ce rythme, les pays de l'OPEP auront accumulé suffisamment d'argent dans 15.6 années pour acheter toutes les principales sociétés cotées en bourse à l'échelle planétaire; toutes les sociétés cotées à la bourse de New York dans 9.2 années; tout l'or des banques centrales à \$170 l'once, en 3.2 ans; tous les investissements directs des États-Unis à l'étranger en 1.8 an; et toutes les sociétés cotées à la bourse de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne de l'Ouest en 1.7 an; toutes les actions IBM en 143 jours; toutes les actions d'Exxon en 79 jours; la fortune de la famille Rockefeller en six jours; et 14 p. 100 de la compagnie allemande Daimler-Benz en deux jours, ce qu'a d'ailleurs fait le Koweït en novembre, bien que cet investissement ait représenté pour ce pays 15 jours de ventes de pétrole.

Nos vis-à-vis et même une petite fraction des media, qui devraient pourtant être mieux informés, osent suggérer que les Canadiens pourraient résoudre ce problème unilatéralement, comme s'ils étaient seuls sur terre et à l'abri des fluctuations économiques de tous les autres pays du monde. Quelle ignorance et quelle puérilité! Comparez les réserves pétrolières du Canada, neuf milliards de barils pour une population de 22 millions d'habitants, ou les réserves des États-Unis, 35.3 milliards de barils pour une population de 211 millions d'habitants, à celles des pays de l'OPEP: l'Arabie saoudite, 132 milliards de barils pour huit millions d'habitants, presque un tiers de la population du